

Ange Guépin

médecin et homme politique nantais en 1848 *

par Joël BARREAU **

En fin février 1848, très exactement le jeudi 24 février, le roi Louis-Philippe abdiquait sous la pression du mouvement populaire parisien et, à Paris, était constitué un gouvernement provisoire de la République : à côté de Lamartine, qui joua alors un rôle capital, se trouvaient Ledru-Rollin, Louis Blanc, le savant Arago, pour ne citer que les personnalités les plus connues. Cette nouvelle n'arrive à Nantes par la malle-poste que le lendemain matin, vendredi 25 février. Aussitôt se forme un rassemblement d'une centaine de républicains. Ils se rendent au journal *Le National de l'Ouest*, le seul organe de presse, fondé et dirigé par un certain Charles Mangin, qui, dès avant 1830, défendit, contre vents et marées, à Nantes et dans la région les idées libérales et démocratiques. Charles Mangin se met à la tête de la manifestation qui se dirige vers la maison d'un certain docteur Ange Guépin pour lui apprendre la nouvelle de l'abdication du Roi et de la constitution du gouvernement provisoire de la République et pour l'engager à se joindre à eux et même à prendre la tête du mouvement républicain. Qui était donc ce docteur Guépin ? Pourquoi ces manifestants s'étaient-ils adressés à lui, comme au plus populaire des républicains nantais ?

Avant 1848

Ange Guépin était issu d'une famille de juristes libéraux établie à Pontivy au XVIII^{ème} siècle. Son père, en août 1789, avait figuré parmi les premiers membres du comité révolutionnaire de Pontivy et, en mars 1793, avait présidé à la défense victorieuse de la ville lors de l'insurrection des paysans de l'Ouest. Né à Pontivy en 1805, Ange Guépin, scolarisé d'abord au collège de sa ville natale puis au lycée de Rennes, est reçu à 19 ans au concours de Polytechnique. Rayé de la liste à cause de ses antécédents politiques, il s'oriente vers des études de médecine qu'il poursuit à Paris, où il se passionne pour le saint-simonisme et le socialisme utopique. Reçu docteur en médecine, en 1828, avec une thèse sur le cancer, il s'installe à Nantes et va se spécialiser dans l'ophtalmologie, ouvrant bientôt la première clinique de chirurgie oculaire de France.

En juillet 1830, il participe au soulèvement contre le régime de Charles X, construisant même une barricade au sud de Nantes avec une cinquantaine de jeunes bourgeois libéraux et quelque deux cents ouvriers contre une éventuelle attaque vendéenne. Déçu,

* Comité de lecture du 16 mai 2008

** 1, avenue de Corinthe, 44300 Nantes.

comme beaucoup d'autres, dans son espoir de voir ce soulèvement déboucher, non sur l'avènement de la République, mais sur la monarchie bourgeoise de Louis-Philippe, Ange Guépin va militer de plus en plus dans les cercles démocratiques et organise en juillet 1834 un grand banquet républicain au cours Henri IV (l'actuel cours Cambronne) avec le directeur du *National de l'Ouest*, Charles Mangin.

Comme médecin il ne ménage pas sa peine lors de l'épidémie de choléra de 1832 qui fait plus de 800 morts dans la ville, et, en 1840, Il ouvre le premier dispensaire gratuit pour les indigents, tandis que ses compétences le font nommer professeur de chimie médicale à l'École de médecine. D'autre part, tout en publiant plusieurs traités d'ophtalmologie, il fait paraître en 1832, en collaboration avec son collègue le docteur Bonamy, sous le titre *Nantes au XIXème siècle* une remarquable analyse statistique de la société nantaise, puis, en 1837, une monumentale *Histoire de Nantes*, sans oublier les ouvrages et articles de revue où s'exprime son idéal d'une société plus juste, idéal que résume parfaitement, deux ans avant la révolution de 1848, cette affirmation : "Nous ne voulons pas que le capital exploite, use, consomme et ruine à son profit les travailleurs".

Février 1848

Tel était donc ce docteur Guépin chez lequel, le vendredi 25 février, se rendit un groupe de républicains nantais pour lui demander de se mettre à leur tête. Le docteur ne tarde pas à se montrer au balcon. Charles Mangin, directeur du journal *Le National de l'Ouest*, apprend à son ami la nouvelle de l'abdication de Louis-Philippe et de la proclamation, à Paris, de la République et il lui demande de les conduire à la Préfecture pour obtenir du préfet son ralliement au nouveau régime. Devant les hésitations de Guépin, Charles Mangin l'apostrophe : "Tu as été depuis deux ans le chef de l'opposition dans l'Ouest. Tu ne peux pas te dérober à l'honneur d'être aujourd'hui le chef de la révolte. Ton autorité morale est d'ailleurs seule capable d'imposer aux uns une saine crainte, à nous pleine confiance". Très ému, Ange Guépin lui répond, à lui et à la foule rassemblée sous son balcon : "Citoyens, mes amis, je suis prêt à tous les devoirs ! Mais je ne prendrai aucune décision, je n'accomplirai aucun acte avant d'avoir reçu les instructions du gouvernement provisoire. Vive la République une et indivisible !".

Le docteur Guépin réunit alors chez lui un certain nombre de personnalités favorables à la République qui se constituent en une Commission démocratique, laquelle fait placarder dans la ville le lendemain, samedi 26 février au matin, une affiche exaltant la République et proclamant la souveraineté du peuple. À la lecture de cette affiche, rapidement se forme un rassemblement populaire place Royale, puis un défilé qui, aux accents de la Marseillaise, va monter la rue Crébillon, emprunter les rues Voltaire et Mazagran pour revenir à la place Royale en passant par le quai de la Fosse, où un grand nombre de portefaix et de matelots se joignent à la foule. Certains même de ces matelots traversent la Loire et ramènent en canots des ouvriers des ateliers de construction navale. Jules Vallès, alors lycéen, rappellera bien des années plus tard cet événement : "Je suivis à Nantes le flot populaire qui envahissait la place Royale – on devait l'appeler Nationale le lendemain, Impériale douze ans plus tard ! J'étais un affreux collégien aux souliers mal lacés, aux doigts pleins d'encre. J'avais tout débraillé et tout fiévreux, heureux, je crois, de mon désordre, fier de ma redingote qui en était à son quatrième hiver et rejetant mes longs cheveux en arrière à la façon des tribuns antiques. J'allais offrir mon bras à la République". Comme le note parfaitement Vallès, il s'agit bien d'un "flot populaire", car, c'est bien le prolétariat nantais qui constitue l'essentiel de cette manifestation. Aussi

bien, avant le passage de la manifestation, tous les commerçants avaient précipitamment fermé leurs boutiques et mis les volets à leurs devantures.

Pour comprendre la situation, il faut rappeler que depuis des années et tout particulièrement dans les mois qui précédèrent la chute de Louis-Philippe, le climat social avait été très tendu à Nantes et que des mouvements de grèves, illégaux aux yeux de la loi, avaient été sévèrement réprimés. Constatant au fil des années que la royauté se montrait ni capable ni surtout désireuse d'améliorer leurs conditions de vie et de travail, les masses ouvrières, à Nantes comme partout ailleurs en France, virent dans l'instauration de la République une chance inespérée, d'autant que le Gouvernement provisoire promettait d'inscrire le droit au travail dans la Constitution et créait une commission d'étude pour l'amélioration de la condition ouvrière.

Mais, en attendant ces mesures, la tâche de Guépin et des autres membres de la Commission Démocratique fut de calmer l'impatience des classes populaires et d'éviter tout acte de vandalisme et de violence contre les personnes et les biens. Le lundi matin 28 février, ils font placarder une affiche à l'intention des ouvriers, les conjurant de ne pas se livrer à des désordres qui ne pourraient profiter qu'aux ennemis de la République et de la classe ouvrière : "Des cris tumultueux, des clameurs nocturnes n'avancent en rien les choses ; ils ne peuvent qu'effrayer des citoyens timides qui accepteraient spontanément la République présentée sous les apparences réelles du calme, de la sagesse et de l'ordre et surtout du respect absolu de la propriété". Comme on le voit, oui à la République mais non à une révolution sociale qui porterait atteinte au principe sacré de la propriété privée.

Après février

Le 1er mars, le rôle de leader qu'avait endossé Ange Guépin est officiellement reconnu par le ministre de l'intérieur du Gouvernement provisoire de la République, Ledru-Rollin, lequel le nomme commissaire du gouvernement pour la Loire-Inférieure avec les pouvoirs d'un préfet à la place du préfet en exercice qui est révoqué. Et c'est ainsi que, le 5 mars, à midi, dans la grande salle de la préfecture, Ange Guépin prononça un discours pour l'inauguration officielle de la République à Nantes, discours qui résume toute sa philosophie politique, discours où la foi dans le progrès se mêle à la foi dans la Providence divine, opérant ainsi, comme cela est si fréquent à l'époque, une sorte de synthèse entre la tradition chrétienne et la philosophie des Lumières, entre l'évangile et la Révolution :

"Chers concitoyens,

Le passé est un fait accompli [...] Nous, Républicains, occupons-nous de demander aux enseignements de la Providence leur signification : cherchons dans l'histoire, et même dans l'histoire contemporaine, la volonté de Dieu, afin d'utiliser et d'employer, selon cette volonté, la part d'influence qu'il nous accorde sur nos propres destinées.

Le souffle de l'Esprit divin, cette puissance qui a produit à travers les âges, les progrès de toute nature, a porté des noms différents. Il s'est appelé Zoroastre dans la Perse, Confucius à la Chine, Socrate et Platon dans la Grèce, Moïse dans la Judée, Jésus, les Apôtres et les Pères de l'Église lors des premiers temps de l'évolution chrétienne et sur les ruines de l'ancienne Rome. De nos jours il a inspiré les sublimes élans de la Convention et les immortelles résistances du peuple dans les journées de juillet et de février.

Citoyens, à notre tour, nous allons faire de l'histoire et travailler pour les siècles à venir. Étudions donc les enseignements de la Providence ; profitons du passé pour faire entrer dans la pratique cette unité du monde et cette fraternité des hommes si souvent prêchée par les premiers disciples du Christ et proclamée par la Convention”.

La première mesure qu'adopte Ange Guépin devenu Commissaire de la République consiste à rassurer les cadres politiques et administratifs du précédent régime. C'est ainsi qu'il laisse le maire Ferdinand Favre à la tête de la municipalité, qu'il refuse de destituer le secrétaire général de la Préfecture et déclare aux membres du Conseil général et du Conseil d'arrondissement qu'à moins d'ordre supérieur ils étaient maintenus dans leurs fonctions. Il rassure aussi l'Église et donc les fidèles en allant rendre visite à l'évêque pour l'assurer de la protection que la République garantissait au culte et à ses ministres, comme il eut bientôt l'occasion de le prouver en s'opposant à une manifestation d'ouvriers contre la maison des Jésuites : “Il est vrai, leur dit-il, qu'ils ont le monopole des idées fausses et rétrogrades mais, attendu que nous sommes en république, je ne reconnais à personne le droit de combattre leurs livres autrement qu'avec des livres, leurs prédications autrement que par des prédications, et je saurai prouver, s'il le faut, que la patrie accorde une égale protection à tous ses enfants, même à ceux qui le méritent le moins”. Pour rassurer enfin la bourgeoisie d'affaire, la classe possédante, il répète à chaque occasion que la république n'avait rien de plus sacré que le respect de la propriété privée.

Mais si la République se devait de respecter la propriété privée, elle se devait aussi, pour Ange Guépin, de respecter le monde du travail par une amélioration progressive des conditions de vie de ce qu'on appelait les “classes laborieuses”. Et parmi les mesures que le gouvernement provisoire, selon lui, devait prendre en priorité, il y avait : le droit pour tous les adultes d'avoir un travail rémunéré ; l'assistance en cas de misère ou de maladie, financée par l'État et par les travailleurs ; l'instruction gratuite pour tous les enfants.

Pour Guépin, la réalisation d'un tel programme n'était politiquement possible que si les élections pour l'Assemblée constituante, qui devaient se faire au suffrage universel le 23 avril, étaient retardées, car il craignait, à juste titre, que ces élections, avec le poids électoral des campagnes, risquassent de donner la majorité à des conservateurs peu soucieux de telles réformes. Dans une lettre au ministre de l'Intérieur Ledru-Rollin en date du 6 mars, il exprime ses craintes avec une grande perspicacité, lui conseillant de retarder de six mois ces élections pour permettre au gouvernement provisoire de mettre en œuvre par décrets ces réformes : “Personne, parmi les agents intelligents de la République, n'ose affirmer que les élections seront ce que nous devons désirer. Nos adversaires voudraient qu'elles se fissent immédiatement. Personnellement je crois que la démocratie a tout intérêt à ce qu'une dictature sage et prudente de votre part continue six mois comme elle a commencé”.

Dans le Morbihan

Le 15 mars, quinze jours donc seulement après sa nomination comme commissaire du gouvernement provisoire à la tête de la Loire-Inférieure, Ange Guépin reçoit de Ledru-Rollin l'ordre d'abandonner la préfecture de la Loire-Inférieure pour gagner celle du Morbihan, son département d'origine, où, pensait-on, la bonne réputation de sa famille et sa connaissance des réalités locales devaient lui permettre de rallier à la République le plus grand nombre possible d'électeurs pour les prochaines élections du 23 avril à l'Assemblée Constituante. Le lendemain, 16 mars, Guépin fait paraître dans les journaux

son adieu à la population en affirmant à nouveau sa foi dans les institutions républicaines et son espoir que la République “soit une ère entièrement nouvelle, ère de paix et de concorde, ère de prévoyance sociale dans laquelle la Providence se reflètera sur la terre par un immense mutuellisme, par la mise en pratique de cette maxime féconde : Tous pour chacun, chacun pour tous”. Des ouvriers, à qui Guépin avait accordé de pouvoir se réunir en un club électoral dans la chapelle désaffectée de l’Oratoire, lui envoyèrent une lettre collective de remerciements fort heureusement conservée aux Archives départementales de Loire-Atlantique : “Au citoyen Guépin, Commissaire du gouvernement, Les membres soussignés du club [...] viennent aujourd’hui, au nom de tous et avec leur sanction, vous exprimer à leur façon et dans un informe langage sans doute (la tête chez eux ne répondant pas toujours au cœur) les sentiments de regrets que votre départ éveille en eux et les sympathies qu’ils éprouvent pour votre administration conciliante autant que courageuse, intelligente autant que difficile à cette époque d’égoïsme, mauvais vouloir, de folles terreurs ; et, par dessus tout vous exprimer leur reconnaissance pour la franchise avec laquelle vous vous êtes constitué l’avocat et le protecteur des déshérités leurs frères”.

La présence d’Ange Guépin à la tête du Morbihan ne permit pas aux républicains de ce département de l’emporter aux élections du 23 avril pour la Constituante : la liste catholique, réunissant royalistes et candidats sans opinions arrêtées, obtint plus du double des suffrages que la liste républicaine, confirmant ainsi les prévisions pessimistes de Guépin. Quant à la Loire-Inférieure, la liste sur laquelle figurait Guépin, appelons-la liste de “gauche”, fut largement battue par la liste d’union des républicains modérés, disons des républicains de circonstances, et des royalistes, alors qu’à Nantes même, Guépin devançait nettement les autres candidats : triste consolation d’amour-propre pour notre docteur, qui, avec ses amis, devait renoncer à jouer quelque rôle au sein de la future Assemblée constituante.

L’insurrection de juin

Mais l’épreuve la plus douloureuse pour Ange Guépin fut l’insurrection ouvrière de Paris, les 23, 24, 25 et 26 juin, à la suite de la dissolution des Ateliers nationaux, insurrection de la misère et de la désillusion, insurrection dont l’écrasement par l’armée et la Garde nationale de Paris sous les ordres du général Cavaignac fut particulièrement meurtrier et donna lieu à la plus terrible bataille de rues qu’on eût jamais vue dans Paris. Comme beaucoup de républicains de progrès, Ange Guépin fut déchiré entre d’un côté la nécessité de sauver la République naissante du risque d’une anarchie mortelle et, d’un autre côté, sa compassion pour les insurgés dont il comprenait trop bien les raisons qui les avaient poussés à l’émeute. Tout cela, écrivait-il dans un article du *National de l’Ouest* paru le 1er juillet, au lendemain de ces journées sanglantes, tout cela ne serait pas arrivé “si, tous, nous étions descendus vers les pauvres et les malheureux pour les éclairer, pour les soulager, comme c’était notre devoir de chrétien et de républicain”. En 1877, quatre ans après la mort d’Ange Guépin, Jules Vallès résumait de la façon suivante, dans un article du journal *Le Radical*, cet effondrement tragique des espoirs généreux que les républicains de progrès comme Ange Guépin avaient mis dans la Révolution de février 1848 : “Le républicain Guépin m’apparaît comme le représentant idéal de cette révolution qui voulut vivre dans le bleu et creva dans le sang”.

Après la révolution

Le 13 juillet, Ange Guépin était révoqué par le nouveau gouvernement, qui ne pouvait conserver à la tête d'un département un homme dont l'orientation politique ne correspondait plus à celle qui était majoritaire à l'Assemblée constituante. Revenu à Nantes il fut battu aux élections municipales des 27 et 28 juillet. Le mois suivant, en revanche, lot de consolation, il fut élu conseiller général. Désormais, tout en reprenant ses activités médicales, il allait continuer son combat dans l'opposition démocrate-socialiste, en attendant de pouvoir, un jour, influencer à nouveau sur le cours des choses. Mais c'est là une autre histoire...

RÉSUMÉ

Né à Pontivy en 1805, Guépin fut diplômé en 1828 et s'installait à Nantes où son action politique dans les rangs des Républicains fut continue de 1830 jusqu'à sa mort en 1873. Il est l'auteur d'ouvrages à caractère historique et économique qui ont fait date à Nantes. Proche des Mellinet, il suivra le parti de Gambetta en 1869, sera nommé Préfet en septembre 1870. La ville lui a érigé une statue.

SUMMARY

Born in Pontivy in 1805 Guépin was qualified in 1828 and set in Nantes where as republican he acted all along from 1830 till his death in 1873. He wrote some historical and economical works which had been important in Nantes. Close to the Mellinet, he was on Gambetta's side and was appointed Prefect in September 1870. The town erected a statue to his memory.

C. Gaudiot